

**Syrie - Russie - Iran - Yémen -
Entretien de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec le
quotidien "Libération"**
(Paris, 24 février 2018)

Q - "Il n'y a pas de mots pour décrire ce qui se passe dans la Ghouta orientale", "cataclysme humanitaire", "le pire est devant nous" : qu'entendez-vous par là ?

R - J'entends par là que si nous n'agissons pas fortement, l'armée d'Assad lancera l'assaut contre une zone de 400.000 habitants, dans l'immense majorité des civils, assiégés depuis 2013 et, n'oublions pas cela, qui ont déjà subi d'épouvantables massacres. Je vous rappelle que les frappes chimiques d'août 2013 qui ont tué 1.500 personnes visaient déjà ces mêmes quartiers. Quant à la situation actuelle, elle est telle que les Nations unies l'ont décrite : "l'enfer sur terre", à quelques kilomètres du palais de Bachar al-Assad. Des crimes de guerre sont commis chaque jour. Médecins sans frontières, qui connaît le terrain, a rapporté que treize hôpitaux ont été bombardés ces derniers jours. C'est donc bien d'un cataclysme qu'il s'agit et le pire est peut-être devant nous. J'en tire une seule conclusion: chacun doit prendre ses responsabilités pour l'éviter.

Q - Le risque d'un embrasement n'a-t-il jamais été aussi élevé ?

R - La crise déborde déjà au-delà des frontières de la Syrie. Il y a eu ces vagues de réfugiés, les plus grands déplacements de population depuis la fin de la guerre froide. Les pays de la région, l'Europe en savent quelque chose. Au Liban, un quart des habitants est aujourd'hui constitué de réfugiés. Il y a eu ensuite l'émergence de Daech, qui est un phénomène transnational. Et maintenant nous voyons bien venir une nouvelle mutation de la guerre en Syrie. La présence militaire de l'Iran à ses frontières est inacceptable pour Israël. La Turquie pénètre en Syrie pour affronter les Kurdes. Quelle est la capacité réelle de la Russie à modérer ses alliés, d'abord Assad, mais aussi l'Iran ? Tout cela ajoute la guerre à la guerre. Le risque d'un embrasement régional est donc déjà là.

Q - La Russie bloque toujours toute avancée ou toute solution... Que comptez-vous dire à Moscou ?

R - Le président de la République est en contact régulier avec Vladimir Poutine. Il l'a saisi directement, avec Angela Merkel, de la situation humanitaire en Syrie, notamment dans la Ghouta, pour le convaincre de la nécessité d'agir. Cela passe par l'adoption d'une résolution au Conseil de sécurité. Nous avons exigé un texte qui réponde aux besoins urgents de la population de la Ghouta : la cessation immédiate des bombardements ; l'accès humanitaire et l'évacuation médicale des personnes en situation critique ; avec une surveillance de la trêve.

Cela peut être une avancée importante, mais il faut bien sûr s'assurer que ces décisions seront cette fois suivies d'effets sur le terrain. C'est notamment pour cela que je me rendrai mardi à Moscou pour en parler avec Sergueï Lavrov.

Q - Au-delà, comment faire pression sur l'Iran pour trouver un chemin vers la fin du conflit ?

R - D'abord, il faut se parler. Clairement. C'est exactement la raison pour laquelle je me rends à Téhéran le 5 mars. La France a aujourd'hui un dialogue approfondi avec l'Iran sur toutes les questions régionales, notamment la Syrie. Je ne méconnaiss pas nos différences. Je déplore que la politique militarisée de l'Iran dans la région génère de l'instabilité, au risque de nouveaux conflits. Mais je veux trouver des solutions car je suis convaincu que la stabilité est à l'avantage de tous, mais chacun doit y prendre sa part. Donc je dirai aux Iraniens que la France est attachée à l'accord nucléaire de 2015, ce que nous n'hésitons pas à dire, y compris aux Américains. Mais nous voulons aussi des réponses à nos préoccupations sur leur programme balistique et leur politique régionale. La Syrie est un test.

Q - Comment en est-on arrivé là, et pourquoi Bachar al-Assad peut-il se poser aujourd'hui en maître du jeu en Syrie ?

R - Bachar serait déjà parti si la Russie et l'Iran ne lui avaient pas sauvé la mise. Leur soutien lui est vital. Il est dépendant. Cela n'en fait pas le maître du jeu.

Q - Regrettez-vous d'avoir rompu toute forme de lien diplomatique avec le régime syrien ? Et envisagez-vous d'ouvrir des canaux de discussions avec Damas ?

R - Ce qui compte, c'est de gagner la paix en Syrie aujourd'hui.

Q - Quelles responsabilités les pays occidentaux, y compris l'Europe, endossent-ils dans la généralisation du conflit ?

R - La France est engagée dans le cadre de la coalition internationale pour lutter contre les groupes terroristes qui nous ont attaqués sur notre sol. C'est la priorité fixée par le président de la République. Nous sommes en Syrie, comme en Irak, concentrés sur la lutte contre Daech et al-Qaïda. Les victoires de Mossoul et de Raqqa sont celles de nos alliés irakiens et des Forces démocratiques syriennes, avec notre soutien. Notre action ne peut en aucune mesure être mise sur le même plan que celle du régime et de ses alliés. Dans la Ghouta orientale, ces derniers prennent prétexte de la lutte contre les terroristes jihadistes, mais, en réalité, s'en prennent aux populations civiles pour atteindre ses opposants. Nous faisons tout pour que le pire soit évité et trouver le chemin d'une victoire durable contre Daech, d'une restauration de la paix civile en Syrie et de l'établissement d'une vraie stabilité régionale. C'est la raison pour laquelle, en Irak comme en Syrie, nous soutenons les zones libérées de Daech sur le plan humanitaire.

Q - La France se pose avec détermination pour une solution humanitaire et diplomatique en Syrie. Mais elle continue à soutenir la coalition arabe, conduite par l'Arabie Saoudite, dans

l'autre conflit, oublié celui-là, au Moyen-Orient : le Yémen. A-t-elle un double standard en matière de défense des droits de l'Homme ?

R - Le respect du droit humanitaire international est une obligation pour tous, partout. Lorsque je suis allé à Riyad, j'ai dit publiquement, au côté de mon homologue saoudien, qu'il fallait laisser passer l'aide humanitaire et engager une négociation politique au Yémen. Je suis très clair sur la Syrie comme sur le Yémen. La coalition arabe a lancé un plan humanitaire de 1,5 milliard de dollars au bénéfice du Yémen. Elle a pris des mesures pour lever certaines restrictions au transit de l'aide internationale. Ces mesures doivent être élargies. J'ai envoyé une mission à Riyad pour y travailler./.